Guerre, indépendance et État développementaliste (1942–1971)

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

- **15 février 1942** : le lieutenant-général Arthur Percival rend Singapour à l'armée japonaise. Les tribunaux cessent de fonctionner et l'île est rebaptisée Syonan-to.[1]
- **Février 1942** : les opérations de filtrage du Sook Ching commencent. Sur la plage de Changi, 66 civils sont tués le 20 février, et à Punggol quelque 300 à 400 le 23 février.[2]
- **1942** : les billets en dollars militaires japonais entrent en circulation, à parité avec le dollar malais. La détention de la monnaie d'avant-guerre devient une infraction pénale. OCBC transfère son siège à Bombay pour la durée de la guerre.[3]
- **12 septembre 1945** : les Japonais capitulent devant Lord Louis Mountbatten dans le Municipal Building. L'administration militaire britannique (British Military Administration) déclare la monnaie d'occupation sans valeur.[4]
- **1er avril 1946** : les Établissements des Détroits (Straits Settlements) sont dissous et Singapour devient une colonie de la Couronne distincte. Le currency board malais (caisse d'émission) est reconstitué.[5]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

- **1947** : l'Income Tax Ordinance entre en vigueur, sur le modèle de la Model Colonial Territories Income Tax Ordinance de 1922.[6]
- **20 mars 1948** : la première élection au Conseil législatif (Legislative Council) a lieu. Seuls quelque 22 300 électeurs se sont inscrits. L'état d'urgence malais (Malayan Emergency) commence en juin.[7]
- **1951** : le roi George VI confère à Singapour le statut de ville (city). Le traité de San Francisco du 8 septembre renonce aux créances des Alliés contre le Japon.[8]
- **1955** : la Constitution Rendel institue une Assemblée législative (Legislative Assembly) et l'inscription automatique des électeurs. David Marshall devient Chief Minister le 7 avril. Les émeutes des autobus Hock Lee éclatent en mai.[9]
- **1er juillet 1955** : le Central Provident Fund, créé par une ordonnance adoptée fin 1953, commence à fonctionner comme régime d'épargne obligatoire.[10]
- **1er novembre 1957** : la Singapore Citizenship Ordinance crée pour la première fois une citoyenneté locale.[11]
- **Août 1959** : la Hongkong and Shanghai Bank acquiert la Mercantile Bank.[12]
- **5 juin 1959** : après la victoire du People's Action Party, qui remporte 43 des 51 sièges, Lee Kuan Yew prête serment comme premier Premier ministre de Singapour autonome.[13]
- **Février 1960** : le Housing and Development Board est créé. Il achève 54 430 logements d'ici 1965.[14]
- **4 octobre 1960** : la mission des Nations unies dirigée par Albert Winsemius commence ses travaux. Winsemius remet son rapport préliminaire à Lee Kuan Yew le 14 décembre.[15]
- **1961** : l'Economic Development Board est créé et doté de 100 millions de dollars pour la période 1961 à 1964. La même année, les grèves coûtent quelque 415 000 journées de travail.[16]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

- **27 mai 1961** : Tunku Abdul Rahman propose une association plus étroite entre la Malaisie (Malaya), Singapour et les territoires britanniques de Bornéo.[17]
- **1er septembre 1962** : un référendum sur trois formes de fusion avec la Malaisie est organisé. L'option A accorde à Singapour l'autonomie en matière de travail et d'éducation, ainsi que 15 sièges fédéraux.[18]
- **2 février 1963** : l'opération Coldstore conduit à la détention de 113 dirigeants de gauche.[19]
- **9 juillet 1963** : l'accord sur la Malaisie (Malaysia Agreement) est signé à Londres après une dernière nuit de négociations.[20]
- **16 septembre 1963** : Singapour devient un État de la Malaisie. La Confrontation indonésienne s'ensuit, et le commerce de Singapour avec l'Indonésie recule de près de 24 % en 1964.[21]
- **1964** : le PIB se contracte d'environ 3,1 %. National Iron and Steel Mills ouvre la première usine de la zone industrielle de Jurong. Des émeutes raciales éclatent le 21 juillet et le 2 septembre.[22]
- **7 août 1965** : l'Independence of Singapore Agreement est signé. Il garantit les accords sur l'eau conclus avec le Johor en 1961 et 1962.[23]
- **9 août 1965** : Singapour se sépare de la Malaisie et devient une république indépendante. Lee Kuan Yew signe la Proclamation of Singapore.[24]
- **21 septembre 1965** : Singapour devient le 117e membre des Nations unies. Elle rejoint le Commonwealth le 15 octobre.[25]
- **1966** : le chômage atteint 70 000 personnes à la fin de l'année, soit plus de 10 % de la population active. Le 17 août, les gouvernements de Singapour et de la Malaisie annoncent des monnaies distinctes.[26]
- **12 juin 1967** : le Board of Commissioners of Currency, Singapore, institué par le Currency Act 1967, émet les premiers billets singapouriens, la série Orchid.[27]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

- **15 décembre 1967** : l'Economic Expansion Incentives (Relief from Income Tax) Act entre en vigueur. Le Companies Act 1967 suit le 29 décembre.[28]
- **Novembre 1967** : la dévaluation de la livre sterling coûte à Singapour environ 157 millions de dollars de ses réserves.[29]
- **17 janvier 1968** : la Grande-Bretagne annonce le retrait de ses forces armées d'ici 1971.[30]
- **1968** : la Jurong Town Corporation est créée le 1er juin. La Development Bank of Singapore est constituée le 16 juillet et commence ses activités le 1er septembre. Keppel Shipyard et Neptune Orient Lines suivent en septembre et en décembre.[31]
- **Septembre 1968** : le Public Housing Scheme permet aux affiliés du CPF d'utiliser leur épargne pour acheter des logements HDB.[32]
- **Octobre 1968** : la succursale singapourienne de Bank of America ouvre la première Asian Currency Unit, après que le gouvernement a supprimé la retenue à la source sur les intérêts des dépôts des non-résidents. Le marché du dollar asiatique est né.[33]
- **1969** : le Supreme Court of Judicature Act rétablit la Cour suprême de Singapour.[34]
- **11 août 1970** : Hon Sui Sen succède à Goh Keng Swee comme ministre des Finances.[35]
- **26 décembre 1970** : le Monetary Authority of Singapore Act 1970 entre en vigueur. Les sources divergent sur le point de savoir si le Parlement l'a adopté en septembre ou en décembre 1970.[36]
- **1er janvier 1971** : la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) entre en fonction, avec Hon Sui Sen pour premier président. Elle reprend la surveillance bancaire, le contrôle des changes et la surveillance du marché offshore.[37]
- **1er novembre 1971** : les accords de défense des cinq puissances (Five Power Defence Arrangements) entre l'Australie, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, Singapour et le Royaume-Uni entrent en vigueur.[38]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Notes

1. Wikipedia, « Fall of Singapore » ; Supreme Court of Singapore, « History of the Courts » ; voir le chapitre C.I. ↩
2. Wikipedia, « Japanese occupation of Singapore » (consulté en novembre 2026) ; voir le chapitre C.I. ↩
3. Wikipedia, « Malayan dollar » et « OCBC Bank » ; Huff et Majima, « Financing Japan's World War II Occupation » ; voir les chapitres B.III et C.I. ↩
4. Wikipedia, « Japanese occupation of Singapore » et « Malayan dollar » (consulté en novembre 2026) ; voir le chapitre C.I. ↩
5. Wikipedia, « Crown Colony of Singapore » et « British Military Administration (Malaya) » (consulté en novembre 2026) ; voir les chapitres C.I et C.II. ↩
6. *Singapore Journal of Legal Studies* [2007] 1–24 ; voir le chapitre B.I. ↩
7. Wikipedia, « Crown Colony of Singapore » (consulté en novembre 2026) ; voir le chapitre C.II. ↩
8. Wikipedia, « Crown Colony of Singapore » ; Treaty of Peace with Japan, art. 14(b) ; voir les chapitres C.I et C.II. ↩
9. Wikipedia, « Crown Colony of Singapore », « 1955 Singaporean general election » et « Hock Lee bus riots » ; voir le chapitre C.II. ↩
10. Lim Tin Seng, « How the CPF Scheme Came to Be », *BiblioAsia* ; CPF Board, *Save & Sound: 70 Years of CPF* ; voir le chapitre D.I. ↩
11. Wikipedia, « Merdeka Talks » (consulté en novembre 2026) ; voir le chapitre C.II. ↩
12. Wikipedia, « Mercantile Bank of India, London and China » (consulté en novembre 2026) ; voir le chapitre B.II. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

13. Wikipedia, « 1959 Singaporean general election » (consulté en novembre 2026) ; voir le chapitre C.II. ↩
14. Wikipedia, « Housing and Development Board » (consulté en novembre 2026) ; voir le chapitre C.III. ↩
15. F. Stoelinga, *Albert Winsemius*, p. 188–195 ; voir le chapitre C.III. ↩
16. Wikipedia, « Economic Development Board » ; Industrial Arbitration Court, « History » ; voir le chapitre C.III. ↩
17. Wikipedia, « Self-governance of Singapore » (consulté en novembre 2026) ; voir le chapitre C.II. ↩
18. Wikipedia, « 1962 Singaporean integration referendum » (consulté en novembre 2026) ; voir le chapitre C.II. ↩
19. Wikipedia, « Singapore in Malaysia » (consulté en novembre 2026) ; voir le chapitre C.II. ↩
20. Wikipedia, « Malaysia Agreement » (consulté en novembre 2026) ; voir le chapitre C.II. ↩
21. Wikipedia, « Singapore in Malaysia » ; Alvin Tan, « Konfrontasi », *BiblioAsia* ; voir le chapitre C.II. ↩
22. Singapore Department of Statistics, Table Builder ; SG101, « Jurong: From Swamp to Suburb » ; Wikipedia, « Singapore in Malaysia » ; voir les chapitres C.II et C.III. ↩
23. Independence of Singapore Agreement 1965 (Wikisource), art. VI et VII ; voir le chapitre C.II. ↩
24. Wikipedia, « Singapore in Malaysia » ; Republic of Singapore Independence Act 1965, section 1 ; voir le chapitre C.II. ↩
25. Wikipedia, « Singapore in Malaysia » (consulté en novembre 2026) ; voir le chapitre C.II. ↩
26. SG101, « 1959–1965: Early Economic Strategies » ; GIC, *Bold Vision*, chapitre 2 ; voir les chapitres C.II et C.III. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

27. Mothership, « 50 years ago today » ; GIC, *Bold Vision*, chapitre 3 ; voir le chapitre C.V. ↩
28. F. Stoelinga, *Albert Winsemius*, p. 328 ; Walter Woon, « Reforming Company Law in Singapore », (2011) 23 SAcLJ 795 ; voir les chapitres B.I et C.III. ↩
29. GIC, *Bold Vision*, chapitre 4 (consulté en novembre 2026) ; voir le chapitre C.V. ↩
30. SG101, « British Military Withdrawal: From Crisis to Catalyst for Growth » ; voir le chapitre C.III. ↩
31. Wikipedia, « JTC Corporation » et « 1968 in Singapore » (consulté en novembre 2026) ; voir le chapitre C.III. ↩
32. Benedict S. K. Koh, « Singapore's Social Security Savings System » ; voir le chapitre D.I. ↩
33. Suresh Ramanathan, « Asian dollar market – the early days », *The Star* ; Bernauer, « The Asian Dollar Market », p. 48 ; voir le chapitre C.IV. ↩
34. Supreme Court of Singapore, « Celebrating 200 years of upholding the Rule of Law » ; voir le chapitre A.III. ↩
35. Wikipedia, « Goh Keng Swee » (consulté en novembre 2026) ; voir le chapitre C.IV. ↩
36. Monetary Authority of Singapore Act 1970 ; Barbara Quek, « The Making of the Monetary Authority of Singapore », *BiblioAsia* ; GIC, *Bold Vision*, chapitre 6 ; voir le chapitre C.V. ↩
37. Monetary Authority of Singapore, « Our History » (consulté en novembre 2026) ; voir les chapitres C.IV et C.V. ↩
38. Wikipedia, « Five Power Defence Arrangements » (consulté en novembre 2026) ; voir le chapitre F.IV. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com